

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**WT/ACC/KAZ/48**

18 mars 2004

(04-1213)

---

**Groupe de travail de  
l'accession du Kazakhstan**

Original: anglais

## **ACCESSION DU KAZAKHSTAN**

Plan d'action de la République du Kazakhstan en vue de l'harmonisation de la législation nationale sur les droits de propriété intellectuelle avec l'Accord de l'OMC sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) pour la période 2004-2006

La communication ci-après est distribuée à la demande de la délégation de la République du Kazakhstan.

---

N°	Calendrier (année, trimestre)	Élément	Justification dans le cadre des dispositions énoncées dans l'Accord de l'OMC sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce	Produit
<b>2004</b>				
<b>1. Amélioration de la législation nationale sur la protection des droits de propriété intellectuelle</b>				
1.1	1 <sup>er</sup> et 2 <sup>ème</sup> trimestres	Rédaction du projet de Loi de la République du Kazakhstan relatif aux modifications et amendements à apporter à la législation sur la protection des droits de propriété intellectuelle	<p>Les amendements qui seront apportés aux codes pénal et administratif de la République du Kazakhstan permettront d'introduire des mesures correctives additionnelles pour assurer le respect des droits de propriété intellectuelle (article 61 de l'Accord sur les ADPIC).</p> <p>Les procédures administratives appliquées aux parties qui portent atteinte à ces droits ont clairement montré que le système d'amendes ne constituait pas un moyen de dissuasion efficace et n'empêchait pas les violations de droits en matière de propriété intellectuelle.</p> <p>Cela étant, la République du Kazakhstan estime qu'en relevant le montant des amendes imposées dans le cadre du Code administratif en vigueur, elle assurera concrètement la viabilité des dispositions du Code et contribuera à rendre plus efficaces les sanctions appliquées en cas de violation des droits de propriété intellectuelle.</p> <p>Par ailleurs, en ajoutant un critère moins strict à la définition du terme "dommages graves", la République du Kazakhstan s'assure que les procédures pénales stipulées à l'article 184 du Code pénal soient appliquées dans un pourcentage de cas plus élevé et, ce faisant, rend cette mesure plus efficace et plus facilement applicable.</p>	Projet de loi
1.2.	1 <sup>er</sup> et 2 <sup>ème</sup> trimestres	Élimination du double barème de droits imposés dans certains domaines de la protection des droits de propriété intellectuelle	<p>Aux termes des dispositions énoncées dans l'Accord sur les ADPIC, chaque Membre accorde le traitement national et le traitement de la nation la plus favorisée.</p> <p>Les taux de droits en vigueur en matière de propriété industrielle ne sont pas les mêmes pour les citoyens kazakhs et les citoyens d'autres pays. Cela étant, la République du Kazakhstan doit adopter une mesure normative pour mettre fin à cet état de fait.</p>	Ordonnance du Président du Comité sur les droits de propriété intellectuelle (ci-après CDPI)
1.3	3 <sup>ème</sup> trimestre	<p>1. Coordination, avec tous les organes publics intéressés, du projet de loi de la République du Kazakhstan relatif aux modifications et amendements à apporter à la législation sur la protection des droits de propriété intellectuelle</p> <p>2. Présentation du projet au gouvernement de la République du Kazakhstan et au Parlement (Majlis)</p>		Projet de loi

N°	Calendrier (année, trimestre)	Élément	Justification dans le cadre des dispositions énoncées dans l'Accord de l'OMC sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce	Produit
1.4	4 <sup>ème</sup> trimestre	Élaboration du projet de loi portant amendement du Code douanier en ce qui concerne l'élargissement du rôle de l'administration des douanes afin que celle-ci puisse contrôler, aux frontières de la République du Kazakhstan, les marchandises en transit relevant du régime de la propriété intellectuelle	Le Code douanier en vigueur de la République du Kazakhstan satisfait, pour l'essentiel, aux prescriptions de l'Accord sur les ADPIC; mais l'IIPA des États-Unis demande qu'il soit conféré aux autorités douanières des pouvoirs additionnels en ce qui concerne la suspension de la mise en circulation de marchandises relevant du régime de la propriété intellectuelle, lorsqu'elles ont des motifs valables de soupçonner que le commerce de ces produits porterait atteinte aux droits de propriété intellectuelle.	La réponse donnée à l'IIPA a été transmise par le Ministère des affaires étrangères de la République du Kazakhstan.
1.5	4 <sup>ème</sup> trimestre	Élaboration d'un projet de résolution sur le droit d'auteur pour la représentation d'œuvres littéraires et la présentation d'œuvres d'art en public, pour la création de dessins décoratifs et pour leur utilisation dans la production industrielle	À l'élaboration de ce projet président les mêmes raisons qui font que l'on veut éliminer le double barème de droits pour certains types de produits relevant du régime de protection de la propriété industrielle. À l'heure actuelle, les taux de redevance minimaux ne sont pas les mêmes pour les citoyens du Kazakhstan et pour ceux d'autres pays. Cela étant, la République du Kazakhstan doit adopter une mesure normative pour mettre un terme à cet état de fait.	Projet de résolution
1.6	4 <sup>ème</sup> trimestre	Développement de l'idée sur laquelle repose le projet de loi relatif aux modifications et amendements à apporter à la Loi de la République du Kazakhstan sur les marques de commerce, marques de services et appellations d'origine des marchandises  Élaboration du projet de loi relatif aux amendements à apporter à la Loi de la République du Kazakhstan sur les marques de commerce, marques de services et appellations d'origine des marchandises	La législation en vigueur de la République du Kazakhstan.  Selon l'article 19 de l'Accord sur les ADPIC, l'enregistrement d'une marque de commerce ne peut être radié qu'après une période ininterrompue de non-usage d'au moins trois mois, alors que la Loi en vigueur sur les marques de commerce, marques de services et appellations d'origine des marchandises fixe en la matière une période de cinq ans.	Présentation de l'idée d'un projet de loi au Comité intergouvernemental sur la législation du gouvernement de la République du Kazakhstan  Le projet de loi
<b>2. Programmes visant à améliorer les pratiques judiciaires et à dispenser une formation avancée aux responsables de la protection des droits de propriété intellectuelle</b>				
2.1		Mesures tendant à uniformiser les pratiques judiciaires applicables en cas d'atteintes aux droits de propriété intellectuelle	Élaboration d'instruments adéquats pour assurer le respect des droits de propriété intellectuelle (partie III de l'Accord sur les ADPIC)	
	2 <sup>ème</sup> trimestre	a) Présentation de propositions à la Cour suprême de la République du Kazakhstan concernant l'adoption d'arrêts de la Cour dans les affaires se rapportant à des atteintes portées aux droits de propriété intellectuelle		Propositions du Ministère de la justice de la République du Kazakhstan
	2 <sup>ème</sup> , 3 <sup>ème</sup> et 4 <sup>ème</sup> trimestres	b) Établissement de directives d'ordre méthodologique pour suivre l'activité des agents économiques dans le domaine de la propriété intellectuelle		Directives méthodologiques

N°	Calendrier (année, trimestre)	Élément	Justification dans le cadre des dispositions énoncées dans l'Accord de l'OMC sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce	Produit
	En permanence	c) Inspections menées conjointement avec les organes chargés de l'application du régime		
	Annuellement	d) Séminaires, tables rondes, conférences sur la protection des droits de propriété intellectuelle		Séminaires, tables rondes, conférences
	Annuellement	e) Production de colonnes, de panneaux, de calendriers et d'affiches préconisant l'adoption de mesures en faveur de l'élimination des formes de "piratage" intellectuel		Colonnes, panneaux, calendriers, affiches
2.2	Annuellement	Animation du programme "Intellect" de la République	Élimination du "piratage" dans le domaine de la propriété intellectuelle et sensibilisation de la population aux normes juridiques	Rapport présenté au Ministère de l'industrie et du commerce
2.3	Annuellement	Formation avancée dispensée aux responsables d'organes judiciaires et d'organes chargés de l'application, aux juges et aux spécialistes des brevets, dans le cadre de programmes financés par l'OMPI		Séminaires, tables rondes
2.4	En permanence	Sensibilisation du public par le biais des médias et de publications périodiques sur la protection des droits de propriété intellectuelle		Publications, conférences de presse, déclarations publiques
<b>3. Coopération avec les organisations internationales pertinentes, les associations publiques et les Membres de l'OMC</b>				
3.1	2 <sup>ème</sup> trimestre	Soumission des propositions au Conseil des experts pour la coopération de la République du Kazakhstan avec les organisations internationales à propos de l'accession de la République du Kazakhstan à l'Accord concernant la protection des variétés végétales, l'Arrangement de La Haye concernant le dépôt international des dessins et modèles industriels du 6 novembre 1925 et le Traité sur le droit des brevets du 1 <sup>er</sup> juin 2000	Élaboration d'instruments adéquats pour assurer le respect des droits de propriété intellectuelle (Partie III de l'Accord sur les ADPIC)	Propositions présentées au Ministère des affaires étrangères de la République du Kazakhstan
3.2	2 <sup>ème</sup> trimestre	Organisation, avec l'OMPI et l'USAID d'un séminaire consacré aux questions de la protection des droits de propriété intellectuelle en Asie centrale et dans la République du Kazakhstan	Relèvement du niveau de protection des droits de propriété intellectuelle (Partie III de l'Accord sur les ADPIC)	Rapport au Ministère de l'industrie et du commerce
3.3	1 <sup>er</sup> et 2 <sup>ème</sup> trimestres	Organisation, avec la CEE/ONU d'un séminaire sur les problèmes en suspens qui se posent dans le domaine de la protection des droits de propriété intellectuelle	Amélioration des pratiques judiciaires concernant les droits de propriété intellectuelle	Rapport au Ministère de l'industrie et du commerce

N°	Calendrier (année, trimestre)	Élément	Justification dans le cadre des dispositions énoncées dans l'Accord de l'OMC sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce	Produit
3.4	Jusqu'à la fin de l'année	Négociations avec quelques Membres de l'OMC concernant l'utilisation d'indications géographiques identifiant des vins et spiritueux pour des vins et spiritueux qui ne sont pas originaires du lieu indiqué par l'indication géographique en question	La section 3 de la Partie II de l'Accord sur les ADPIC dispose que les Membres empêchent l'utilisation d'une indication géographique identifiant des boissons pour des boissons qui ne sont pas originaires du lieu indiqué par l'indication géographique en question.  Pour empêcher l'utilisation illicite d'indications géographiques, la République du Kazakhstan a l'intention d'engager des négociations avec les Membres de l'OMC afin de dégager les possibilités d'utiliser les indications géographiques en se fondant sur le principe de l'avantage mutuel.	Négociations
<b>2005</b>				
<b>1. Programmes visant à améliorer les pratiques judiciaires et à dispenser une formation avancée aux responsables de la protection des droits de propriété intellectuelle</b>				
1.1		Mesures en vue de l'adoption de pratiques judiciaires uniformes applicables en cas d'atteintes aux droits de propriété intellectuelle	Élaboration d'instruments adéquats pour assurer le respect des droits de propriété intellectuelle (Partie III de l'Accord sur les ADPIC)	
	En permanence	a) Inspections menées conjointement avec les organes chargés de l'application des lois		
	Annuellement	b) Séminaires, tables rondes, conférences sur la protection des droits de propriété intellectuelle		Séminaires, tables rondes, conférences
	Annuellement	c) Production de colonnes, panneaux, calendriers et affiches préconisant l'adoption de mesures pour éliminer le "piratage" intellectuel		Colonnes, panneaux, calendriers, affiches
1.2	Annuellement	Animation du programme "Intellect" de la République	Élimination du "piratage" dans le domaine de la propriété intellectuelle et stimulation de la conscience juridique de la population de la République du Kazakhstan	Rapport au Ministère de l'industrie et du commerce
1.3	Annuellement	Formation avancée dispensée aux responsables des organes judiciaires et des organes chargés de faire appliquer la loi, aux juges et aux spécialistes des brevets, dans le cadre de programmes financés par l'OMPI		Séminaires, tables rondes
1.4	En permanence	Sensibilisation du public par le biais des médias et de publications périodiques consacrées à la protection des droits de propriété intellectuelle		Publications, conférences de presse, déclarations publiques

N°	Calendrier (année, trimestre)	Élément	Justification dans le cadre des dispositions énoncées dans l'Accord de l'OMC sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce	Produit
1.5	Dans le courant de l'année	Publication de la revue spécialisée "La propriété intellectuelle au Kazakhstan"		Publication de la revue
<b>2. Coopération avec les organisations internationales pertinentes, les associations publiques et les Membres de l'OMC</b>				
2.1	Dans le courant de l'année	Négociations avec quelques Membres de l'OMC concernant l'utilisation d'indications géographiques identifiant des vins et spiritueux pour des vins et spiritueux qui ne sont pas originaires du lieu indiqué par l'indication géographique en question	La section 3 de la partie II de l'Accord sur les ADPIC dispose que les Membres empêchent l'utilisation d'une indication géographique identifiant des boissons pour des boissons qui ne sont pas originaires du lieu indiqué par l'indication géographique en question.  Pour empêcher l'utilisation illicite d'indications géographiques, la République du Kazakhstan a l'intention d'engager des négociations avec les Membres de l'OMC afin de dégager des possibilités d'utiliser les indications géographiques en se fondant sur le principe de l'avantage mutuel.	Négociations
2.2	1 <sup>er</sup> et 2 <sup>ème</sup> trimestres	Travaux en vue de l'organisation, à l'intention des organes douaniers, d'un séminaire avec les organisations internationales sur la question de l'interdiction des importations de produits de contrefaçon portant atteinte aux droits de propriété intellectuelle	Améliorer l'application des mesures de protection des droits de propriété intellectuelle	Rapport au Ministère de l'industrie et du commerce
<b>2006</b>				
<b>1. Amélioration de la législation nationale sur la protection des droits de propriété intellectuelle</b>				
1.1	1 <sup>er</sup> et 2 <sup>ème</sup> trimestres	Rédaction d'un projet de loi sur les logiciels et les complexes de programmes	Protection adéquate des programmes d'ordinateur, conformément aux dispositions énoncées dans l'Accord sur les ADPIC (article 10).	Projet de loi
1.2	3 <sup>ème</sup> et 4 <sup>ème</sup> trimestres	1. Coordination du projet de loi avec tous les organismes publics intéressés  2. Soumission du projet au gouvernement de la République du Kazakhstan et au Majlis (Parlement) de la République du Kazakhstan		Projet de loi

N°	Calendrier (année, trimestre)	Élément	Justification dans le cadre des dispositions énoncées dans l'Accord de l'OMC sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce	Produit
<b>2. Programmes visant à améliorer les pratiques judiciaires et à dispenser une formation avancée aux responsables de la protection des droits de propriété intellectuelle</b>				
2.1		Mesures visant à créer des pratiques judiciaires uniformes applicables en cas d'atteintes aux droits de propriété intellectuelle	Élaboration d'instruments adéquats pour assurer le respect des droits de propriété intellectuelle (partie III de l'Accord sur les ADPIC).	
	En permanence	a) Inspections menées conjointement avec les organes chargés de l'application des lois		
	Annuellement	b) Séminaires, tables rondes, conférences sur la protection des droits de propriété intellectuelle		Séminaires, tables rondes, conférences
	Annuellement	c) Production de colonnes, panneaux, calendriers et affiches préconisant l'adoption de mesures pour éliminer le "piratage" intellectuel		Colonnes, panneaux, calendriers, affiches
2.2	Annuellement	Animation du programme "Intellect" de la République	Élimination du "piratage" dans le domaine de la propriété intellectuelle et de la conscience juridique de la population de la République du Kazakhstan	Rapport au Ministère de l'industrie et du commerce
2.3	Annuellement	Formation avancée dispensée aux responsables des organes judiciaires et des organes chargés de faire appliquer la loi, aux juges et aux spécialistes des brevets, dans le cadre de programmes financés par l'OMPI		Séminaires, tables rondes
2.4	En permanence	Sensibilisation du public par le biais des médias et de publications périodiques consacrées à la protection des droits de propriété intellectuelle		Publications, conférences de presse, déclarations publiques
2.5	Dans le courant de l'année	Publication de la revue spécialisée "La propriété intellectuelle au Kazakhstan"		Publication de la revue

N°	Calendrier (année, trimestre)	Élément	Justification dans le cadre des dispositions énoncées dans l'Accord de l'OMC sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce	Produit
<b>3. Coopération avec les organisations internationales pertinentes, les associations publiques et les Membres de l'OMC</b>				
3.1	Dans le courant de l'année	Négociations avec quelques Membres de l'OMC concernant l'utilisation d'indications géographiques identifiant des vins et spiritueux pour des vins et spiritueux qui ne sont pas originaires du lieu indiqué par l'indication géographique en question	<p>La section 3 de la partie II de l'Accord sur les ADPIC dispose que les Membres empêchent l'utilisation d'une indication géographique identifiant des boissons pour des boissons qui ne sont pas originaires du lieu indiqué par l'indication géographique en question.</p> <p>Pour empêcher l'utilisation illicite d'indications géographiques, la République du Kazakhstan a l'intention d'engager des négociations avec les Membres de l'OMC afin de dégager des possibilités d'utiliser les indications géographiques en se fondant sur le principe de l'avantage mutuel.</p>	Négociations